



Les personnels de l'Éducation Nationale lâchés par leur institution !

En ayant assez de la méthode Coué d'un ministre et d'un DASEN qui affirment à tour d'instances que la rentrée était "sereine et réussie" (propos tenus en CTSD), en ayant assez d'être méprisés par l'institution qui devrait nous protéger, en ayant assez que les élèves ne puissent pas bénéficier dans la sérénité de l'éducation de qualité qui devrait leur être offerte, et dans la suite du mouvement qui se construit autour de l'alerte sociale intersyndicale posée nationalement ou des positions prises par la principale organisation de parents d'élèves nationalement comme localement, nos organisations ont décidé de ne pas siéger lors de ce CDEN.

Les écoles et les établissements scolaires n'ont pas été épargnés par la crise sanitaire : NON le virus ne s'arrête pas au portail et OUI la crise sanitaire a des incidences sur les enseignements!

Conséquences d'une impréparation récurrente du ministère, voilà des mois que les protocoles sanitaires se succèdent, tous inefficaces, qui ne protègent que la bonne conscience des donneurs d'ordres et/ou "de contre-ordres"

Parce que nous tenons à accueillir TOUS les élèves,

IL Y A DES MESURES URGENTES A PRENDRE :

- > **La protection réelle des personnels par l'État : masques FFP2, prise en compte des personnels vulnérables, renforcement de la médecine de prévention et de la médecine scolaire, fourniture de matériel virucide - lingettes, gel, désinfection des locaux...**
- > **L'abandon du jour de carence et la reconnaissance de l'infection au coronavirus comme maladie professionnelle.**
- > **Le respect du statut de fonctionnaire d'État, garant des valeurs de la République, dont la liberté d'expression.**
- > **La transparence par l'Institution sur la circulation du virus dans les écoles et les établissements. L'éducation nationale n'a pas vocation à devenir la grande muette que le Ministre impose.**

> Le dédoublement des classes, sans cumul du travail distanciel-présentiel, et l'allègement des effectifs : création de postes et recrutement massif de personnels sous statut, plus que jamais essentiels : de remplaçants, d'enseignants spécialisés, d'AED, d'AESH... et réemploi de contractuels dans l'objectif d'une titularisation, et mise à disposition de locaux tiers pour assurer l'accueil des élèves là où cela est nécessaire.

Cette crise est révélatrice d'un mal plus profond qui touche tous les services publics depuis plus de 20 ans.

Comme pour l'hôpital, les politiques successives ont tellement dégradé le service public d'éducation que celui-ci ne peut plus reposer sur la seule bonne volonté des personnels.